KV. L. 16.995/9.

CONSEIL D'ETAT - ...
LEGISLATION - WETGEVING
16 - 1 - 1986
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale (F), le 30 septembre 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 novembre 1978 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire (régime français)", a donné le 18 décembre 1985 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 30e september 1985 door de Minister van Nationale Opvoeding verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 november 1978 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur in het lager onderwijs (Frans taalstelsel)", heeft de 18 december 1985 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

La loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat a été abrogée par la loi du 5 décembre 1974 relative au droit d'inscription aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement. Au demeurant, cette dernière loi ne peut constituer le fondement de l'arrêté en projet et sa mention n'est pas utile pour éclairer la portée de cet arrêté. L'alinéa 1er doit donc être omis.

Alinéa 2.

Dans un souci de précision et afin de n'avoir pas à mentionner les modifications subies par les paragraphes 1er et 2 de l'article 79, il convient d'écrire : "notamment l'article 79, § 3".

Alinéa 3.

Cet alinéa est superflu et doit être omis, la loi qui y est visée ne constituant pas le fondement de l'arrêté en projet et sa mention n'étant pas nécessaire à la compréhension de celui-ci.

Subsidiairement, il y a lieu d'observer qu'il s'agit non de l'article 24, § 3, 3°, mais de l'article 24, § 2, alinéa 2, 3°, de la loi du 29 mai 1959.

.../...

Alinéas 4 et 5.

Ces alinéas doivent également être omis car les textes qui y sont visés ne constituent pas non plus le fondement de l'arrêté en projet et leur mention n'est pas utile à la compréhension de celui-ci.

Subsidiairement, il y a lieu d'observer qu'à l'alinéa 5, il eût fallu viser l'article 14 au lieu de l'article 24.

Alinéa 6.

Pour se conformer à l'usage, à la fin de l'alinéa, il convient d'écrire : "..., notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1983, et l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1980;".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Il serait plus conforme à l'usage de fusionner en un seul article les articles 1er et 2 du projet, qui modifient un même article de l'arrêté royal du 6 novembre 1978.

Les textes en projet soulèvent, en outre, des observations de forme qui n'appellent pas de commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

"Article 1er.-

A l'article 8 de l'arrêté royal du 6 novembre 1978 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire (régime français), modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Pour l'autre leçon ou activité, le candidat y relèvera les savoir-faire enseignés aux élèves ou exercés par ceux-ci. Il rédigera un rapport de deux pages destiné au titulaire de la classe et lui indiquant comment faire progresser les élèves dans ces apprentissages. Il rédigera aussi un rapport de deux pages destiné au chef d'école et décrivant l'ambiance éducative de la classe à partir de l'observation des attitudes et des valeurs en cause dans la leçon ou l'activité que le candidat a suivie".

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Le candidat échoue à l'examen s'il fait cinq fautes d'orthographe ou plus dans les rapports qu'il a rédigés" (ou "par rapport qu'il a rédigé") (1).

.../...

---

(1) Il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais quant à la détermination du nombre de fautes d'orthographe qui a pour effet d'éliminer le candidat. Dans le texte français, il s'agit de cinq fautes "par copie"; dans le texte néerlandais, il s'agit de cinq fautes dans les épreuves ("in de proefwerken").

Article 3 (devenant l'article 2).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le motif pour lequel la disposition contenue à l'article 10, b, alinéa 2, de l'arrêté royal du 6 novembre 1978 n'est pas énoncée à l'article 10, c, du même arrêté, avec lequel elle semble avoir un rapport plus étroit. En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas à quelle partie de l'épreuve orale se rattachent les questions prévues dans la disposition ajoutée par l'article 3 du projet. Logiquement ces questions doivent plutôt servir de base à une partie distincte de l'épreuve.

+

Dans un souci de clarté, le Conseil d'Etat propose de saisir l'occasion du présent arrêté pour remplacer entièrement l'article 10 précité par le texte ci-après :

"Article 2.-

L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1980, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. § 1er. L'épreuve orale comporte (quatre) (1) parties.

§ 2. La première partie consiste en un entretien avec le candidat en vue de vérifier s'il possède les qualités humaines et les aptitudes requises pour l'exercice des fonctions d'inspecteur, ainsi que les connaissances de psychologie, d'histoire de l'éducation, et de méthodologie nécessaire à sa formation pédagogique. Le candidat aura, en outre,

.../...

---

(1) Ou "cinq parties" : voir l'observation faite en tête de l'examen de l'article.

l'occasion de commenter et de défendre le travail qu'il a présenté à l'épreuve écrite. S'il le juge nécessaire, le jury peut l'inviter à justifier certains aspects de la leçon qui a fait l'objet de l'épreuve pratique.

§ 3. Au cours de la deuxième partie, le candidat doit développer son point de vue personnel sur l'ouvrage que le sort désigne parmi les cinq ouvrages dont il aura fait choix au moment de son inscription. Ce choix aura dû se porter sur un ouvrage de chacune des rubriques de la liste publiée par le Ministre de l'Education nationale nonante jours au moins avant l'épreuve orale.

(Le candidat doit aussi avoir une connaissance suffisante de l'organisation de l'enseignement primaire et secondaire. Une série de questions est arrêtée par le jury avant le début de l'épreuve orale)(1).

§ 4. La troisième partie consiste dans la discussion d'un problème administratif posé par le jury en vue de lui permettre de vérifier si le candidat a une connaissance suffisante des dispositions légales et réglementaires que l'inspection cantonale doit couramment faire appliquer.

Le problème est tiré au sort sur une liste de problèmes élaborés par le jury le matin même de l'épreuve.

.../...

---

(1) Sur la place à donner à la subdivision de l'épreuve ou à la division de l'épreuve à laquelle ces questions sont relatives, voir l'observation faite en tête de l'examen de l'article 3.

En vue d'accélérer le déroulement de l'examen, le jury peut décider que cette partie de l'épreuve orale sera transformée en épreuve écrite pour tous les candidats.

Le candidat dispose d'un temps de réflexion dont la durée est fixée par le jury et il peut consulter les texte légaux et réglementaires mis à sa disposition.

Le relevé des lois, arrêtés et circulaires visés à l'alinéa 4 est établi par le Ministre de l'Education national et publié au Moniteur belge nonante jours au moins avant la date fixée pour l'épreuve orale.

§ 5. La quatrième partie consiste en un exposé sur un thème relatif à l'éducation et fait en présence d'au moins deux tiers des membres du jury; le sujet est tiré au sort par le candidat sur une liste arrêtée chaque matin par le jury.

Le candidat prépare cet exposé seul, durant une heure, et sans pouvoir utiliser aucune documentation".

Article 4 (devenant l'article 3).

Dans le texte français, l'adjectif numéral ordinal doit s'écrire en lettres, comme il l'est dans le texte néerlandais.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Eerste lid.

De wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens is opgeheven bij de wet van 5 december 1974 betreffende het inschrijvingsgeld voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris. Overigens kan deze laatste wet geen rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit en de vermelding ervan draagt niet bij tot een beter begrip van de strekking van dit besluit. Het eerste lid moet dan ook vervallen.

Tweede lid.

Ter wille van de nauwkeurigheid en teneinde de in de paragrafen 1 en 2 van artikel 79 aangebrachte wijzigingen niet te moeten vermelden, schrijve men : "inzonderheid op artikel 79, § 3".

Derde lid.

Dit lid is overbodig en moet vervallen, daar de wet die erin wordt aangehaald geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit oplevert en de vermelding ervan niet nodig is voor een goed begrip van het besluit.

Subsidiair dient te worden opgemerkt dat het niet gaat om artikel 24, § 3, 3°, maar wel om artikel 24, § 2, tweede lid, 3°, van de wet van 29 mei 1959.

.../...

Vierde en vijfde lid.

Ook deze leden moeten vervallen, daar de erin aangehaalde teksten evenmin rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit en hun vermelding niet bijdraagt tot een goed begrip ervan.

Subsidiair dient te worden opgemerkt dat in het vijfde lid naar artikel 14 verwezen had moeten worden, in plaats van naar artikel 24.

Zesde lid.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men aan het slot van het lid : "..., inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1983, en op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1980;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Het zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, indien de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, die eenzelfde artikel van het koninklijk besluit van 6 november 1978 wijzigen, tot één artikel werden samengevoegd.

Bij de ontworpen teksten zijn bovendien vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven en waarmee in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

"Artikel 1.-

In artikel 8 van het koninklijk besluit van 6 november 1978 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur in het lager onderwijs (Frans taalstelsel), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../..

1° het tweede lid wordt vervangen door het volgend lid :

"Wat de andere les of activiteit betreft, moet de kandidaat de vaardigheden optekenen welke de leerlingen zijn bijgebracht of door hen zijn ingeoefend. Hij dient een voor de klasseleraar bestemd verslag van twee bladzijden op te stellen waarin hij aangeeft hoe de leerlingen bij dit leerproces vooruitgeholpen kunnen worden. Tevens dient hij een voor het inrichtingshoofd bestemd verslag van twee bladzijden op te stellen waarin hij, uitgaande van de observatie van de houdingen en de waarden die in de door hem gevolgde les of activiteit aan bod zijn gekomen, de opvoedende sfeer van de klas beschrijft".

2° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

"De kandidaat is niet geslaagd voor het examen zo hij in de door hem opgestelde verslagen vijf of meer spelfouten heeft gemaakt" (of "in een van de door hem opgestelde verslagen") (1).

.../...

---

(1) Er is een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst wat betreft het vaststellen van het aantal spelfouten dat de uitschakeling van de kandidaat tot gevolg heeft. De Franse tekst heeft het over vijf fouten per kopij ("par copie"), terwijl de Nederlandse tekst het heeft over vijf fouten "in de proefwerken".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de bepaling onder artikel 10, b, tweede lid, van het koninklijk besluit van 6 november 1978 niet geformuleerd werd in artikel 10, c, van hetzelfde besluit, waarmee het nauwer verband lijkt te houden. Ook is het de Raad van State niet duidelijk met welk deel van het mondeling examengedeelte de vragen, bedoeld in de bij artikel 3 van het ontwerp toegevoegde bepaling, in verband te brengen zijn. Logischerwijze moeten die vragen veeleer als basis dienen voor een apart deel van dit examengedeelte.

+

Ter wille van de duidelijkheid stelt de Raad van State voor, de door dit besluit geboden gelegenheid aan te grijpen om het hele voornoemde artikel 10 door de hieronder vermelde tekst te vervangen :

"Artikel 2.-

Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1980, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. § 1. Het mondeling gedeelte bestaat uit (vier) (1) delen.

§ 2. Het eerste deel bestaat in een onderhoud met de kandidaat, teneinde na te gaan of hij over de vereiste menselijke hoedanigheden en bekwaamheid beschikt om het ambt van inspecteur uit te oefenen, alsook over de voor zijn pedagogische

.../..

---

(1) Of "vijf delen" : zie de opmerking welke vooraan in het onderzoek van het artikel is geformuleerd.

vorming onmisbare kennis inzake psychologie, geschiedenis van de opvoedkunde en methodeleer. Bovendien krijgt de kandidaat de gelegenheid het werk dat hij voor het schriftelijk gedeelte heeft ingediend te bespreken en te verdedigen. De examencommissie kan, zo ze zulks nodig acht, de kandidaat verzoeken bepaalde aspecten van de les die hij in het praktijkgedeelte gegeven heeft, te rechtvaardigen.

§ 3. In het tweede deel moet de kandidaat zijn persoonlijke visie uiteenzetten omtrent een werk dat bij loting aangewezen wordt onder de vijf werken die hij bij zijn inschrijving heeft gekozen. Die keuze dient betrekking te hebben op één werk uit elk van de rubrieken van de lijst welke de Minister van Onderwijs (F.) ten minste negentig dagen voor het mondeling examengedeelte heeft bekendgemaakt.

(De kandidaat moet ook voldoende op de hoogte zijn van de organisatie van het lager en secundair onderwijs. Vóór het begin van het mondeling examengedeelte stelt de jury een aantal vragen vast) (1).

§ 4. Het derde deel bestaat in de bespreking van een administratief vraagstuk dat de examencommissie opgeeft om te kunnen nagaan of de kandidaat beschikt over een voldoende kennis van de wets- en verordeningsbepalingen welke de kantonnale inspectie geregeld moet doen toepassen.

Het vraagstuk wordt geloot uit een lijst van vraagstukken die de ochtend zelf van het examen door de examencommissie opgesteld worden.

.../...

---

(1) Wat betreft de plaats waar de onderverdeling van het examengedeelte of het deel van het examengedeelte waarop die vragen betrekking hebben, moet komen, moge worden verwezen naar de opmerking die vooraan in het onderzoek van artikel 3 is geformuleerd.

Om het verloop van het examen te bespoedigen, kan de examencommissie beslissen dat dit deel van het mondeling examen omgezet wordt in een schriftelijk examengedeelte voor alle kandidaten.

De kandidaat krijgt binnen de door de examencommissie bepaalde tijdsduur de gelegenheid om na te denken; hij mag de hem ter beschikking gestelde teksten van wetten en verordeningen raadplegen.

De lijst van de in het vierde lid bedoelde wetten, besluiten en omzendbrieven wordt vastgesteld door de Minister van Onderwijs (F.) en ten minste negentig dagen vóór de voor het mondeling examengedeelte bepaalde datum in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

§ 5. Het vierde deel bestaat in een uiteenzetting over een thema met betrekking tot de opvoeding, gehouden in aanwezigheid van ten minste twee derde van de leden van de examencommissie; het onderwerp wordt door de kandidaat geloot uit een lijst die elke ochtend door de examencommissie wordt vastgesteld.

De kandidaat bereidt die uiteenzetting gedurende een uur alleen voor, zonder daarbij enige documentatie te mogen gebruiken".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In de Franse tekst moet het rangtelwoord "1er" zoals in de Nederlandse tekst voluit in letters geschreven worden.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen d Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebrach door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.